

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN

PROCES-VERBAL DU BUREAU DE LA SEANCE DU 21 FEVRIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 21 février, le Bureau du Conseil Communautaire, était réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocations légales en date du 14 février 2023 sous la présidence de Monsieur Cyrille AST.

Cyrille AST	Président
Eddie STUTZ	1 ^{er} Vice-Président
Stéphane KUNTZ	2 ^{ème} Vice-Président
José SCHRUEFFENEGGER	3 ^{ème} Vice-Président
Nadine SPETZ	4 ^{ème} Vice-Présidente
Jacques KARCHER	5 ^{ème} Vice-Président
Véronique PETER	6 ^{ème} Vice-Présidente
Charles WEHRLIN	7 ^{ème} Vice-Président
Florent ARNOLD	Membre du Bureau
Roger BRINGARD	Membre du Bureau
Frédéric CAQUEL	Membre du Bureau
Jean-Marie GRUNENWALD	Membre du Bureau
Claude KIRCHHOFFER	Membre du Bureau
Benjamin LUDWIG	Membre du Bureau
Ludovic MARINONI	Membre du Bureau
Romain NUCCELLI	Membre du Bureau
Jean-Léon TACQUARD	Membre du Bureau

ABSENTS EXCUSES

M. Charles WEHRLÉN

M. Benjamin LUDWIG

REPRESENTES

M. Charles WEHRLÉN à M. Cyrille AST

En prémabule, intervention de Mme REISSER, directrice de l'Hôpital d'Oderen, accompagnée du Président et Directeur Général.

L'ordre du jour du Bureau comprendra les questions suivantes :

1. Désignation d'un secrétaire de séance
2. Approbation du procès-verbal du Bureau du 26/01/2023
3. Optimisation du futur marché de collecte
4. Prise en charge des déchets issus des lampes collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets
5. Signature d'une convention tripartite Ecojardiniers
6. Etude sur les mobilités touristiques durables, en coopération avec le PETR de Remiremont et de ses Vallées
7. Demande de réajustement des tarifs appliqués pour les fontaines appartenant à l'Association de Gestion et d'Animation du Parc Textile de Wesserling (AGAPTW)
8. Espaces d'entreprises du Parc de Wesserling et du Parc de Malmerspach
9. Subvention pour l'achat de verres réutilisables

Points divers :

- Point sur le Pôle Santé
- Déchèterie mobile
- Rappel des prochaines réunions

1. DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Sur proposition du Président, le Bureau du Conseil de la Communauté de Communes désigne à l'unanimité, Monsieur Eddie STUTZ, pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU BUREAU 26 JANVIER 2023

Cyrille AST demande s'il y a des questions concernant le procès-verbal du 26 janvier 2023. Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. OPTIMISATION DU FUTUR MARCHÉ DE COLLECTE

Madame Véronique PETER, Vice-Présidente en charge de l'environnement et de l'écocitoyenneté expose que le marché de collecte des déchets ménagers, confié par contrat à la société COVED arrive à échéance le 31 décembre 2023. Dans ce contexte il convient de préparer un nouveau marché.

Une mission de prestation intellectuelle et d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été confiée au cabinet Terroirs & communauté afin de définir les leviers d'actions permettant de concilier maîtrise des coûts et service à l'utilisateur.

Le cabinet a présenté en comité consultatif, du 14 février dernier, quatre scénarii qui combinent un scénario « collecte des biodéchets » et un volet « collecte des OMR et des recyclables »

Ils tiennent compte des conditions techniques de réalisation de l'actuel marché, des perspectives d'évolution de la tarification et des recommandations et contraintes réglementaires en cours et à venir.

Il est précisé que les chiffrages présentés sont à prendre comme des **outils de comparaisons** des scénarios entre eux - toutes conditions étant égales par ailleurs. Ils ne présagent pas du prix qui sera proposé par les candidats, lors d'une consultation qui se déroulera dans les prochaines semaines.

Présentation des scénarii :

Tous impliquent comme préalables :

- **Le passage à la collecte des recyclables hors verre en multi-flux** afin de simplifier le geste de tri et de fluidifier la collecte. Le verre continuera à être collecté en apport volontaire.
- **La suppression de la collecte en marche arrière** qui est contraire aux recommandations R437 de la CPAM, accidentogène et impliquerait la responsabilité de la collectivité en cas d'accident. Des solutions de regroupement de bac, d'abribac ou d'apport volontaire, voire d'aménagement de voirie doivent être trouvées pour chacun de ces secteurs en concertation avec les communes.
- **La suppression de la collecte des OMR en sac** qui est contraire aux recommandations R437 et pose des problèmes de salubrité publique.
- Les **secteurs** dit **contraints** : habitat vertical et secteurs en marche arrière ou le regroupement de bac n'est pas possible seront collectés à minima en **abribacs** (et donc en sacs) avec un tarif adapté.

Volet biodéchets alimentaires

Scenario A : Collecte des biodéchets en points d'apport volontaire sur les communes actuellement collectées (Saint-Amarin, Moosch, Felling, Oderen, Husseren-Wesserling, Malmerspach, Ranspach) et développement du compostage dans les autres communes. Les usagers pouvant cependant accéder à n'importe quel point d'apport volontaire sur le territoire.

Scenario B (uniquement pour le scénario 4) : collecte au porte à porte en bacs des biodéchets et en apport volontaire pour les collectifs et secteurs contraints.

Volet Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) et des recyclables :

Dans tous les scénarii, les secteurs dits contraints (actuellement en marche arrière et habitat vertical) seront collectés en solution de regroupement (abribac, colonnes OMR, regroupement de bacs...)

Scénario 1 : Arrêt de la collecte en porte à porte des OMR et passage à 100 % en points d'apport volontaire pour tous les flux. Renforcement des sites existants et création de nouveaux points d'apport volontaire.

Scénario 2 : Collectes des OMR à quinzaine en porte à porte en bac. Recyclable en apport volontaire, densification des points d'apport.

Scénario 3 : Collectes en porte à porte à quinzaine des OMR en bacs pucés ainsi que des recyclables en sacs transparents.

Scénario 4 (uniquement pour le scénario B): Collectes en porte à porte à quinzaine des OMR en bacs pucés ainsi que des recyclables en sacs transparents.

Le comité consultatif lors de sa réunion du 14 février 2023 a fait les propositions suivantes :

En ce qui concerne les préalables requis :

- Passage à la collecte des recyclables hors verre en multi-flux : **approuvé**.
- Suppression des sacs, remplacés par des bacs pucés pour une tarification à la levée : **approuvé**
- Suppression des marches arrière : **approuvé** sous réserve que les solutions mises en œuvre soient acceptables pour les usagers concernés.
Un travail en concertation avec les communes sera engagé prochainement pour solutionner chacun de ces secteurs.
- Collecte des secteurs contraints à minima en abribac : **approuvé**.

En ce qui concerne le choix du scénario pour l'élaboration du marché de collecte :

Scénario 3A en offre de base avec en option la conteneurisation des recyclables pour la collecte au porte à porte.

Le Bureau est saisi pour avis quant aux propositions du Comité Consultatif se prononce à l'unanimité, pour le scénario 3 avec le souhait de faire chiffrer l'option « bacs » et l'option « sacs ».

4. PRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DES LAMPES COLLECTEES DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS

Madame Véronique PETER, Vice-Présidente déléguée à l'Ecocitoyenneté et à la Gestion des déchets, rappelle que dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment, des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement a été mise en place par la CCVSA.

L'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques modifie, à compter du 1^{er} juillet 2022, l'organisation des relations contractuelles et financières entre les collectivités territoriales et leurs groupements d'une part, et les éco-organismes et l'organisme coordonnateur de la filière à responsabilité élargie du

producteur des équipements électriques et électroniques (ci-après la « Filière »), d'autre part, quant à la prise en charge des coûts de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (ci-après « DEEE ») ménagers supportés par les collectivités, la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par les collectivités et la participation financière des éco-organismes de la Filière aux actions de communication des collectivités relatives aux équipements électriques et électroniques ménagers.

La nouvelle réglementation, pour les collectivités ayant mis en place une collecte séparée des DEEE ménagers, apporte à compter du 1^{er} juillet 2022, notamment des changements tenants :

- au périmètre de la coordination de l'organisme coordonnateur,
- à la répartition des obligations de collecte des DEEE ménagers des éco-organismes agréés pour une ou des mêmes catégories d'équipements électriques et électroniques,
- au cocontractant des collectivités.

Ainsi désormais notamment, ce n'est plus l'organisme coordonnateur (OCAD3E) qui contracte avec une collectivité le ou les contrats relatifs à la prise en charge des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par cette collectivité, à la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par elle et à la participation financière de l'éco-organisme aux actions de communication de cette collectivité mais l'éco-organisme agréé de la Filière à qui incombe cette prise en charge et cette reprise.

OCAD3E a été agréée, par arrêté ministériel du 15 juin 2022 pour répondre aux exigences du cahier des charges annexé (Annexe III) à l'arrêté du 27 octobre 2021 précité, jusqu'au 31 décembre 2027 et ce, à compter du 1^{er} juillet 2022.

Ecosystem est agréée en qualité d'éco-organisme de la Filière pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement (les « déchets issus des lampes »).

Dans ce cadre, la CCVSA souhaite conclure un nouveau contrat relatif à la prise en charge des déchets issus des lampes collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets à compter du 1^{er} juillet 2022.

Le Bureau est invité à :

- Constater la cessation, à compter du 30 juin 2022 à minuit, de la convention anciennement conclue entre OCAD3E et la CCVSA pour les déchets issus des lampes ; Autoriser, en conséquence, la signature avec OCAD3E de l' « Acte constatant la cessation de la convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale » ci-joint ;
- Approuver le « Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets » ; Autoriser la signature de ce contrat avec Ecosystem.

Le Bureau de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin,

- VU** la délibération du Conseil du 21 juillet 2020 portant délégation d'attribution au bureau et au Président ;
- VU** la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,
- VU** la directive n° 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
- VU** les articles L.541-10, L.541-10-2, R.541-102, R.541-104, R.541-105 du Code de l'environnement,
- VU** la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- VU** l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques ;
- VU** l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société Ecosystem en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers de la catégorie 3 mentionnée à l'article R. 543-172 du code de l'environnement,
- VU** le projet d'acte intitulé « Acte constatant la cessation de la convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale »,
- VU** le projet de contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets ».

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité, :

1. de constater la cessation, à compter du 30 juin 2022 à minuit, de la convention intitulée « *Convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale* » anciennement conclue entre OCAD3E ;
2. d'autoriser le Président de la CCVSA à signer avec OCAD3E l'acte intitulé « *Acte constatant la cessation de la convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale* » dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;

3. d'approuver le contrat intitulé « *Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets* » ;

4. d'autoriser le Président de la CCVSA à signer avec Ecosystem le contrat intitulé « *Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets* » dont un exemplaire est annexé à la présente délibération et qui prendra effet de manière rétroactive à compter du 1^{er} juillet 2022 ;

5. de préciser que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 011 article 611.

5. SIGNATURE DE CONVENTION TRIPARTITE ECOJARDINIERS

Madame Véronique PETER ; Vice-présidente en charge de l'environnement et du développement durable expose que dans le cadre de ses actions en faveur de la prévention déchet, le SM4 propose au SMTC et à la CCVSA de se grouper pour mettre en place un réseau de bénévoles écojardiniers sur leurs territoires. L'objectif de ce réseau sera de favoriser le changement de pratiques sur les techniques de jardinage et leur gestion des déchets verts par la mise en œuvre d'actions de proximités.

Ainsi le projet consiste à former un réseau de guides bénévoles sur les techniques du jardinage au naturel par le biais d'une formation ouverte aux habitants des territoires de la Communauté de communes de Thann Cernay et de la Communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin.

Les guides « jardin au naturel » ainsi formés seront des relais techniques et bénévoles auprès des habitants et des autres acteurs du territoire pour informer et sensibiliser à l'entretien du jardin plus responsables et plus naturels.

Le rôle du guide « jardinier au naturel » est de sensibiliser d'autres habitants du territoire à travers la tenue de stands d'information lors de manifestations locales, lors de visites de jardin, d'animation d'ateliers techniques, de conférences, de stammtisch sur les différentes thématiques du jardin.

Le montant prévisionnel de ce projet s'élève à 6 151,87 € TTC et se répartira comme suit entre les différents signataires :

SM4	1 650 € TTC
SMTC	3 301.87 € TTC
CCVSA	1 200 € TTC

Ce projet est inscrit au programme d'actions 2023 du GERPLAN de la CCVSA et devrait bénéficier d'un financement à hauteur de 50 % du montant TTC. Le reste à charge pour la Communauté de communes s'élèverait donc à 600 €.

Le Bureau après en avoir délibéré,

DECIDE de conventionner avec le SM4 et le SMTC pour l'organisation de ce réseau d'éco-jardinier bénévoles,

AUTORISE le président à signer ladite convention ainsi que tout document s'y afférant.

6. ETUDE SUR LES MOBILITES TOURISTIQUES DURABLES

Madame Nadine SPETZ, vice-présidente en charge du Développement touristique et culturel, explique que dans le cadre du Programme Avenir Montagnes Ingénierie, le PETR du Pays Thur Doller et le PETR de Remiremont et ses Vallées sont lauréats de l'AMI 2 « Avenir Montagnes Mobilités » afin de mener une étude sur les mobilités touristiques durables à l'échelle des deux territoires.

Il s'agira de faciliter les modes de déplacement actifs et alternatifs du premier et du dernier kilomètre.

Afin de pouvoir solliciter un cofinancement de la Région Grand Est pour cette étude, le PETR du Pays Thur Doller doit être mandaté par ses EPCI membres.

Contexte :

- Le PETR du Pays Thur Doller et celui du Pays de Remiremont et de ses vallées représentent un territoire de moyenne montagne comprenant les plus hauts sommets du Massif des Vosges. Territoires touristiques attractifs, les deux PETR sont des bassins de vie organisés selon une logique de vallées et séparés par d'importants cols ou sommets (Ballon d'Alsace, cols de Bussang, du Bramont et d'Oderen).
- Le constat a été fait qu'une étude réalisant un état des lieux des mobilités touristiques, une priorisation des problématiques et la proposition de solutions pilotes innovantes était essentielle.
- Une économie d'échelle serait réalisée via un co-portage du projet afin de commanditer une étude globale à l'échelle d'un territoire mutualisé présentant des problématiques de mobilités touristiques similaires et prenant en compte les vallées de part et d'autre de cols stratégiques.

Les objectifs de l'étude sur les mobilités touristiques durables pour les deux PETR sont multiples :

- Connaître l'offre existante en matière de mobilité et la croiser avec le maillage d'itinérance ;
- Mieux appréhender les dynamiques de flux touristiques liées à la mobilité des visiteurs ;
- Mieux saisir le potentiel du territoire en termes d'offres de déplacement ;
- Prioriser les problématiques autour des mobilités touristiques ;
- Mieux décrire et proposer des solutions permettant de favoriser et organiser une mobilité touristique durable à partir de l'offre existante ou de solutions complémentaires.

L'étude s'attachera donc à :

Réaliser un état des lieux des mobilités touristiques :

Celui-ci privilégiera la synthèse des données existantes sur les deux territoires plutôt que la production de nouvelles données qui serait coûteuse. Il s'appuiera sur un état des lieux des transports en commun (ferroviaires et cars/navettes) et des infrastructures cyclables et équipements pour l'accueil de vélos. Il devra apporter un éclairage spécifique sur les mobilités entre nos deux territoires (Ballon d'Alsace, col de Bussang, col d'Oderen, col du Bramont).

Définir les enjeux prioritaires

Les enjeux prioritaires seront définis à partir des problématiques partagées issues du diagnostic. Ils permettront de définir des objectifs précis pour les actions. Il s'agira aussi d'identifier les lieux stratégiques pour les deux territoires pouvant être des nœuds de transport et de service permettant d'améliorer la gestion des flux touristiques.

Le comité de pilotage de l'étude sera amené à valider les lieux des sites pilotes qui donneront lieu à des propositions d'amélioration.

- **Proposer des pistes d'amélioration et des solutions sur des sites pilotes**

L'étude identifiera des pistes d'amélioration pour l'accès aux sites de visite et aux équipements de loisirs via des modes de transports alternatifs afin de limiter la voiture sur les derniers kilomètres. Elle proposera des services adaptés sur des points stratégiques des 2 territoires.

Le choix des sites pour mener une ou deux expérimentations sera fait par le comité de pilotage de l'étude, en concertation avec les collectivités concernées.

- **Capitaliser et valoriser**

L'étude devra permettre de valider l'expérimentation de solutions innovantes pouvant être évaluées, ajustées et répliquées. Elle permettra ensuite la réalisation de nouveaux outils d'information, de sensibilisation et de promotion des offres et services de mobilités.

Cette étude s'inscrit dans la mission du PETR du Pays Thur Doller de permettre une coopération plus facile entre ses EPCI membres, et de créer des synergies. Il est un cadre d'action pour des démarches territoriales de projets et de solidarité, et a vocation à mobiliser des soutiens financiers pour les projets de territoire.

Le PETR du Pays Thur Doller a déjà porté et financé des études pour assurer une cohérence et une équité territoriales, tels que le Schéma Vélo en 2019 et le PCAET en 2022.

Afin de réaliser cette étude, conjointement avec le PETR de Remiremont et de ses vallées, le PETR du Pays Thur Doller a besoin de pouvoir bénéficier de cofinancements de la Région Grand Est.

La Communauté de communes ayant pris la compétence Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) par la délibération du Conseil communautaire du 18 mars 2021 il lui est demandé de mandater officiellement le PETR Thur Doller pour la conduite de cette étude.

Il est proposé au Bureau :

- de mandater le PETR du Pays Thur Doller en tant que maître d'ouvrage de l'étude des mobilités touristiques durables à l'échelle des deux PETR, du Pays Thur Doller et de Remiremont et de ses Vallées
- de désigner Nadine SPETZ (élue) et Orianne MUNSCH (technicienne) représentantes de la Communauté de communes afin qu'elles participent au comité de pilotage.
- d'autoriser le Président à signer tous les documents et actes relatifs à cette étude.

Le Bureau de la Communauté de Communes,

VU la délibération du Conseil communautaire du 21 juillet 2020 donnant délégation d'attribution au Bureau et au Président ;

Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de :

- **Mandater** le PETR du Pays Thur Doller en tant que maître d'ouvrage de l'étude des mobilités touristiques durables à l'échelle des deux PETR, du Pays Thur Doller et de Remiremont et de ses Vallées

- **Désigner** Nadine SPETZ (élue) et Orianne MUNSCH (technicienne) représentantes de la Communauté de communes afin qu'elles participent au comité de pilotage.
- **Autoriser** le Président à signer tous les documents et actes relatifs à cette étude.

7. DEMANDE DE REAJUSTEMENT DES TARIFS APPLIQUES POUR LES FONTAINES APPARTENANT A L'ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DU PARC TEXTILE DE WESSERLING

Monsieur Stéphane KUNTZ, Vice-Président en charge de l'eau et de l'assainissement, présente une demande de l'Association de Gestion et d'Animation du Parc Textile de Wesserling (AGAPTW) concernant les tarifs appliqués pour les fontaines lui appartenant.

Rappel concernant l'évolution des tarifs eau et assainissement au 1^{er} septembre 2021

Pour la part collectivité :

- La redevance eau potable est passée de 0.6370 € HT le m³ à 0.6482 € HT/m³ au 1^{er} septembre 2021 soit une augmentation de 1.76 %. Pour l'assainissement, elle est passée de 0.8179 € HT/m³ à 0.8832 € HT/m³ soit une augmentation de 7.99 % soit en prenant en compte l'eau et l'assainissement, une augmentation de 5.26 %.
- Des tarifs dégressifs étaient appliqués jusqu'au 31 août 2021 pour les gros consommateurs pour l'eau et pour l'assainissement. Pour la piscine, l'économie réalisée était d'environ 4%. Il a été décidé de supprimer la dégressivité et d'appliquer le même tarif pour tous les usagers.

Eau potable	Tarifs (€ HT/ m ³)	Assainissement	Tarifs (€ HT/ m ³)
De 0 à 1 800 m ³	0,6370	De 0 à 6 000 m ³	0,8179
De 1 801 à 18 000 m ³	0,5892	De 6 001 à 12 000 m ³	0,6543
Au-delà de 18 000 m ³	0,5586	De 12 001 à 24 000 m ³	0,4908
		De 24 001 à 50 000 m ³	0,4090
		Au-delà de 50 000 m ³	0.3271

- La part collectivité était facturée pour tout le monde sauf pour les fontaines communales et les 2 jets d'eau du musée.
- Dans un souci d'équité entre les usagers, la part collectivité est appliquée sur toutes les factures depuis le 1^{er} septembre 2021. Ce point a été discuté en comité consultatif puis en bureau. Le bureau ayant donné un avis favorable à l'application de la part communautaire sur ces factures, il n'y a pas eu besoin de délibérer l'annulation en conseil communautaire.

Pour la part délégataire :

- Pour l'eau, la part délégataire est passée de 0.8756 € HT/m³ au 1^{er} semestre 2021 à 0.9730 € HT/m³ pour le nouveau contrat. Pour l'assainissement, le tarif est passé de 0.8094 € HT/m³ à 0.7320 € HT/m³.
- Des tarifs dégressifs étaient également appliqués en fonction des volumes consommés. Ainsi, les consommations des fontaines communales et celles du musée étaient facturées à la Communauté de Communes pour permettre l'application d'un tarif gros consommateur.

En 2021, le tarif appliqué était de 0.6139 € HT/m3 au lieu de 0.8805 €/m3 pour les autres consommateurs. Ce tarif consommateur n'était pas appliqué pour tous les bâtiments publics.

- Lors de la procédure de consultation pour la nouvelle DSP, il a été décidé d'appliquer un tarif unique à tous les usagers.

La facture eau et assainissement tout compris est passée de 579.14 € TTC à 613.40 € TTC soit un prix au m3 de 5.1117 € au lieu de 4.8662 € auparavant.

Factures du Parc de Wesserling

- Pour la fontaine terrasse Château

Jusqu'au 31/08/21, le tarif fontaine était appliqué et la part revenant à la Communauté de Communes n'était pas facturée.

Depuis le 1^{er} septembre 2021, le tarif appliqué est de 1.6212 €HT/m3 comprenant la part collectivité et la part délégataire. Le tarif TTC est donc passé de 0.73 €/m3 à 1.79 € TTC/m3 (hors abonnement).

Pour 2022, la consommation est de 1530 m3. La consommation moyenne des 3 dernières années est de 729 m3.

- Pour le jet d'eau du musée

Même cas que pour la fontaine.

Pour 2022, la consommation est de 5 198 m3. La consommation moyenne des 3 dernières années était de 2 272 m3.

- Pour le musée

Le tarif « classique » continue d'être appliqué avec facturation de la part assainissement. Le tarif est passé de 4.11 €/m3 à 4.19 € TTC/m3 (hors abonnement).

Pour 2022, la consommation est de 248 m3. La consommation moyenne des 3 dernières années était de 334 m3.

- Pour la ferme

La consommation est de 2 691 m3 en 2022 contre 898 m3 en 2021 et 394 m3 et 444 m3 les années précédentes. La consommation moyenne sur 3 ans est donc de 579 m3.

Cette forte augmentation étant liée à l'activité de maraichage, il a été décidé d'annuler la part assainissement pour 2 112 m3 (2 691-579) pour la part collectivité et la part délégataire (délibération du 1^{er} décembre 2022).

La facture est donc passée de 10 613.11 € TTC à 6 319. 58 € TTC.

L'AGAPTW demande :

- L'annulation de la part collectivité pour les factures des deux fontaines du musée,
- Pour la part « délégataire », la création d'un tarif dégressif « gros consommateur » qui s'appliquerait aux fontaines.

Les membres du consultatif eau et assainissement, réunis le 10 janvier dernier, ont rejeté la demande à l'unanimité.

Le Bureau communautaire est saisi pour avis et donne, à l'unanimité, un avis défavorable à ces demandes.

8. ESPACES D'ENTREPRISES DU PARC DE WESSERLING ET DU PARC DE MALMERSPACH

Monsieur Eddie STUTZ, Vice-président délégué au service Dynamique commerciale, artisanale et industrielle, fait part de l'évolution des dossiers concernant les baux commerciaux dans les Espaces d'Entreprises.

Conclusion d'un avenant au bail commercial de Mme Nathalie GROB et Mme Hélène GABORIT Cabinet d'infirmières libérales.

Mme Nathalie GROB et Mme Hélène GABORIT, exercent une activité d'infirmières libérales.

Mme Nathalie GROB et Mme Hélène GABORIT sont locataires du bureau n° 14 au rez-de-chaussée, dans le bâtiment bureaux Pépinière à FELLERING depuis 01 décembre 2008.

Mme Nathalie GROB et Mme Hélène GABORIT souhaitent associer Mme Elodie WERLE à leurs activités et ainsi l'ajouter au bail commercial à compter du 27 mars 2023.

Il vous est proposé de réserver une suite favorable à la demande de Mme Nathalie GROB et Hélène GABORIT, en accordant la signature du nouvel avenant afin d'y associer Mme Elodie WERLE à compter du 27 mars 2023.

Le Bureau de la Communauté de Communes,

VU la délibération du Conseil communautaire du 21 juillet 2020 donnant délégation d'attribution au Bureau et au Président ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE de réserver une suite favorable à la demande de Mme Hélène GABORIT et Mme Nathalie GROB, en accordant la signature d'un avenant bail commercial, d'une nouvelle associée au cabinet d'infirmière libérales : Mme Elodie WERLE à compter du 27 mars 2023.

AUTORISE le Président à signer tous documents nécessaires pour la mise en œuvre de ces décisions.

Conclusion d'un avenant au bail commercial de la société CJ CONSEILS - BRASSERIE CABRIO.

La société CJ CONSEILS – BRASSERIE CABRIO (SIRET n° 503 379 094 00022), représentée par M. JENTZSCH Christophe est installée dans le local n°4 de l'Hôtel d'entreprises Boussac à Wesserling.

Cette société dispose d'un bail commercial qui a débuté le 1^{er} juin 2014 pour ce local de 254,85 m² et qui se termine le 31 mai 2023. Un renouvellement du bail commercial est évidemment envisagé.

Ce locataire aurait besoin de place supplémentaire rapidement. Il souhaiterait pouvoir utiliser d'anciens sanitaires / vestiaires qui sont situés dans la continuité de son local et qui pourraient être transformés afin d'offrir environ 25 m² supplémentaires à l'entreprise.

Précisions que ces vestiaires/ sanitaires sont très peu utilisés et vétustes. En contrepartie, la société CJ CONSEILS – BRASSERIE CABRIO s'engage à prendre en charge, la création d'un nouveau bloc sanitaire dans ce bâtiment, au niveau de l'entrée des locaux de Colorathur.

Il vous est proposé de réserver une suite favorable à la demande de la société CJ CONSEILS – BRASSERIE CABRIO en accordant la signature d'un avenant au bail commercial, à compter du 1^{er} mars 2023, qui formalisera cette augmentation de surfaces (environ 25 m²) sans loyer supplémentaire mais avec la contrepartie de la création d'un bloc sanitaire.

Le Bureau de la Communauté de Communes,

VU la délibération du Conseil communautaire du 21 juillet 2020 donnant délégation d'attribution au Bureau et au Président ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE de réserver une suite favorable à la demande de la société CJ CONSEILS – BRASSERIE CABRIO en accordant la signature d'un avenant au bail commercial, à compter du 1^{er} mars 2023, qui formalisera cette augmentation de surfaces (environ 25 m²) sans loyer supplémentaire mais avec la contrepartie de la création d'un bloc sanitaire.

AUTORISE le Président à signer tous documents nécessaires pour la mise en œuvre de ces décisions.

9. DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ACHAT DE VERRES REUTILISABLES

Madame Véronique PETER, Vice-Présidente déléguée à l'Ecocitoyenneté et à la Gestion des déchets, rappelle que dans le cadre de sa politique de prévention des déchets, le Conseil de Communauté du 12 septembre 2012 a validé la proposition de subventionner l'achat de verres réutilisables aux associations organisatrices de manifestations.

Elle rappelle l'adoption définitive, le 11 avril dernier, de la loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises, où il y a interdiction nationale de vente, ou de mise à disposition à titre gratuit, des produits en plastique à usage unique gobelets et verres (à l'exception des gobelets et verres compostables et constitués de matières bio-sourcées), à compter du 1^{er} janvier 2020.

Ainsi, pour encourager les associations à investir dans ce matériel et sous réserve de la signature et du respect de la charte de l'Eco-Manifestation, il est versé aux associations une subvention à hauteur de :

- 55 % si l'achat est mutualisé entre au moins deux associations,
- 40 % si l'achat est réalisé par une seule et même association.

La subvention ne porte pas sur les frais de marquage et de transport éventuels.

- 1) L'Espérance de Moosch** a signé la Charte et a fait une demande de subvention de 40 % pour l'achat de 2 500 gobelets de 33 cl.

Le devis s'élève à 1 350 € TTC (hors frais de marquage et de port).

Le Bureau est invité à se prononcer aujourd'hui sur cette demande de subvention à hauteur de 40 %*, soit pour un montant total de **540 €**.

- 2) Les Sports réunis Saint-Amarin** ont signé la Charte et ont fait une demande de subvention de 40 % pour l'achat de 500 gobelets de 30 cl.

Le devis s'élève à 162 € TTC (hors frais de marquage et de port).

Le Bureau est invité à se prononcer aujourd'hui sur cette demande de subvention à hauteur de 40 %*, soit pour un montant total de **64.80 €**.

*du montant TTC

Le Bureau de la Communauté de Communes,

VU la délibération du Conseil de Communauté du 12 septembre 2012 approuvant le versement d'une subvention aux associations qui feraient l'achat de verres réutilisables, ainsi que la charte de l'Eco-Manifestation et complétée par la délibération du 19 juillet 2017;

VU la délibération du Conseil de Communauté du 21 juillet 2020 donnant délégation d'attribution du Conseil au Bureau ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer la subvention de **540 € à l'Espérance de Moosch.**

DECIDE d'attribuer la subvention de **64.80 € à l'association Les Sports réunis Saint-Amarin.**

Les subventions octroyées seront imputées au Budget Ordures Ménagères au chapitre 67, article 6743 où les crédits nécessaires sont inscrits.

Points divers :

- **Projet Maison Pluridisciplinaire**

Monsieur Cyrille AST rappelle les échanges ainsi que la tenue d'une réunion le mercredi 8 février dernier, à laquelle ont assisté 5 généralistes, Charles WEHRLÉN, Pascale DIEBOLT (DGS Saint-Amarin), Eddie STUTZ et François TACQUARD (non convié).

Pour rappel, l'ensemble des propositions faites par la CCVSA ont été écartées dans le projet du Cabinet en charge de l'étude de la future Maison de santé pluridisciplinaire (MSP).

Le lieu le plus adéquat pour les professionnels de santé serait le Musée, au Parc de Wesserling. Musée dont le propriétaire est la CeA et dont le bail de gestion est donné à l'Association de gestion.

Le 10 février, les Docteurs KLEIN et KLEIMBERG ont rencontré la CeA via Annick LUTTENBACHER et Raphaël SCHELLENBERGER, toujours en présence de François TACQUARD.

Les échanges furent tendus et il en est ressorti que la CeA n'a pas de volonté d'investir dans la MSP et que le projet devra se faire en lien avec les propositions faites par les élus de la CCVSA.

Une réunion est également prévue en Mairie de Saint-Amarin avec le promoteur du site proposé à Saint-Amarin.

Un échange entre les élus s'en suit. Il convient de conclure que si la situation avec la CeA n'évolue pas, la proposition sera d'aller à Malmerspach, friche Interglas.

- **Déchèterie mobile**

Dates des Comités consultatifs : 13/02 et 28/02.

4 sites sont en cours d'études : Fellingring / Oderen / Malmerspach et Moosch.

Il est demandé que les emplacements précis soient matérialisés sur un plan que devra fournir le service Eco-citoyenneté, aux maires.

Date de démarrage retenue : 1^{er} juillet 2023.

- **Rappel des prochaines réunions**

2 mars : Commissions réunies

15 mars : Bureau Communautaire

30 mars : Conseil Communautaire – vote des budgets

18 avril : Bureau Communautaire

Aucun autre point n'étant soulevé, M. Cyrille AST clôt la séance à 21h30.

Le Secrétaire de séance



Eddie STUTZ

Le Président



Cyrille AST

